

DECLARATION DE BAMAKO

Les Ministres de la Jeunesse et des Sports des pays membres de la CONFEJES, réunis à Bamako, République du Mali, les 21 et 22 décembre 2000, autour du thème « le recrutement des jeunes joueurs de football africains au profit des centres de formation des clubs professionnels étrangers »,

- conscients des responsabilités des Etats vis-à-vis de leurs citoyens,
- constatant que le flux migratoire des jeunes joueurs de football des pays du Sud vers ceux du Nord devient de plus en plus important et s'amplifie en s'entourant peu à peu d'une opacité sur les conditions de recrutement, de séjour et d'évolution de la carrière de ces joueurs,
- préoccupés à l'instar des instances politiques et du mouvement sportif par la situation particulière de ces jeunes qui engendre de nombreuses dérives liées pour la plupart au problème de l'immigration,
- persuadés que les transferts illégaux effectués dans des conditions inacceptables au regard des droits et des libertés humaines, de la morale et de l'éthique constituent un véritable fléau pour la Jeunesse africaine,
- après analyse des causes socio-économiques, sportives, culturelles et politiques du phénomène,

relèvent que le problème de l'exode des sportifs des pays du Sud vers les pays du Nord est une conséquence de la situation de pauvreté qui conduit les jeunes à rechercher à tout prix un mieux être ailleurs,

affirment leur volonté partagée d'entreprendre une action commune qui vise en lieu et place d'une interdiction formelle des transferts des jeunes joueurs, à privilégier l'organisation d'une solidarité Nord-Sud par la mise en place de mécanismes s'appuyant sur des actions de soutien, de régulation et de réglementation.

La solidarité Nord-Sud doit se manifester par la mise en synergie des moyens des Etats à travers la coopération bi et multilatérale et doit concerner le mouvement sportif national et international ainsi que les partenaires privés.

Ces mécanismes de solidarité doivent se traduire prioritairement et concrètement par :

- a) le soutien à la création de structures de formation dans les pays du Sud,
- b) le soutien à la formation des cadres techniques chargés de la formation des jeunes au sein des différentes structures sportives,
- c) le soutien à l'organisation de compétitions rationnelles et régulières des jeunes,
- d) la coopération entre les agents agréés, les fédérations nationales et les Ministères de la Jeunesse et des Sports en vue de réguler les flux et leurs impacts économiques et sportifs.

Les Ministres **invitent** les Etats en liaison avec les structures sportives nationales et internationales à mettre en place une réglementation concernant :

- l'interdiction des transactions commerciales sur les jeunes joueurs de moins de 18 ans,
- l'organisation de la pré-formation dans les pays d'origine jusqu'à l'âge de 16 ans,
- la prise en compte de la spécificité sportive dans la délivrance des visas par les Consulats,
- la nécessité d'informer les clubs d'accueil sur leurs responsabilités juridiques et réglementaires liées au recrutement de jeunes joueurs étrangers.

Ils s'engagent en outre à :

- instaurer l'obligation d'être agréé par les pouvoirs publics, pour exercer la fonction d'agent, d'intermédiaire, de recruteur ou toute fonction conduisant à mettre en relation un joueur et un club,
- mener une large campagne d'information et de sensibilisation sur tous les aspects liés au phénomène et particulièrement sur ses dimensions juridiques,
- appliquer aux sportifs de façon rigoureuse les règles de droit commun en matière de naturalisation,

- harmoniser la réglementation dans l'ensemble des pays du Nord et ceux du Sud concernés.

Les Ministres réaffirment leur engagement à œuvrer à la restructuration des associations sportives nationales susceptibles d'offrir des structures performantes d'accueil aux jeunes issus des centres de formation.

Enfin, les Ministres soutiennent fermement la nécessité d'assurer une répartition plus équitable des retombées du spectacle sportif entre tous les acteurs associés au développement du Sport (Etats, Structures sportives, Partenaires).

Après avoir relevé que le phénomène, outre le football, touche d'autres disciplines sportives au rythme de leur professionnalisation et s'élargit à des dimensions qui dépassent le cadre uniquement sportif, ainsi que celui des pays francophones, les Ministres notent que le développement du Sport doit être perçu comme un facteur déterminant de lutte contre la pauvreté et doit être pris en compte par toutes les institutions nationales de développement et soutenu par les bailleurs de fonds et les partenaires internationaux au développement.

Ils décident de conduire cette action en partenariat avec tous les intervenants institutionnels nationaux et internationaux du Sud et du Nord, notamment avec l'Union Européenne dans les quatre domaines d'intervention du soutien, de la régulation, de la réglementation et de l'information.

Ils chargent le Président en exercice de la Conférence de prendre toutes initiatives auprès de l'Union Européenne, du CIO, de la FIFA, de la CAF et des autres Fédérations Internationales dans le cadre de la mise en œuvre de cette déclaration.

Fait à Bamako, le 22 décembre 2000

La Conférence